



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
28 juin 2019  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

**Adoption du rapport du Comité sur les travaux  
de sa cinquante-neuvième session**

### Projet de rapport

*Rapporteur* : M. Jun Yamada (Japon)

**Additif**

### Questions relatives au programme : évaluation

[Point 3b)]

#### **Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences**

1. À sa 7<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2019, le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur l'évaluation du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences ([E/AC.51/2019/5](#)).
2. Le Sous-Secrétaire général aux services de contrôle interne a présenté le rapport et, avec les représentants du BSCI, a répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

#### **Débat**

3. Les délégations se sont dites satisfaites du rapport du BSCI, qu'elles ont estimé de grande qualité, et des recommandations qui y figuraient. Une délégation a jugé le résumé particulièrement utile. Les délégations ont également salué les travaux du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, noté que celui-ci avait accepté toutes les recommandations figurant dans le rapport et dit attendre avec intérêt de les voir mises en œuvre.
4. En référence au paragraphe 40 du rapport, plusieurs délégations ont noté avec satisfaction que non seulement le Département avait fait face à la demande croissante malgré la diminution de ses ressources, mais qu'en outre cela n'avait pas affecté la qualité de son travail. Des renseignements ont été demandés quant aux conséquences



que les coupes budgétaires pourraient avoir à l'avenir sur les travaux du Département. Une délégation a suggéré d'alléger la charge de travail des interprètes en suivant une pratique appliquée dans un autre organe intergouvernemental, l'Organisation de coopération et de développement économiques : les délégations y sont tenues de respecter les temps de parole, mais peuvent soumettre des versions écrites de leurs déclarations plus détaillées que celles prononcées à l'oral. Cela permet d'éviter que des déclarations soient lues trop rapidement.

5. Une délégation a noté que le rapport et la synthèse des résultats du Département reposaient essentiellement sur des mesures quantitatives du volume de services fournis et a demandé si, à l'avenir, les évaluations du BSCI comprendraient des critères qualitatifs. En outre, plusieurs délégations ont dit souhaiter recevoir des retours réguliers des utilisateurs sur la qualité du travail. Se référant à la figure X, relative au degré de satisfaction des clients quant à leurs besoins concernant les salles de réunion, une délégation a estimé que l'effectif de l'échantillon interrogé était réduit et a demandé quels étaient les besoins non satisfaits. Constatant que le taux de respect des délais de soumission des documents était inférieur dans les bureaux hors Siège, une autre délégation s'est demandé comment ces centres de conférence étaient pris en charge par le Département et si ce dernier n'avait pas été initialement conçu pour le Siège avant de chercher à élargir son mandat.

6. Concernant le paragraphe 47 du rapport, une délégation a demandé des éclaircissements sur la prise en compte des questions relatives à l'égalité des genres et aux objectifs de développement durable en tant que questions interdisciplinaires, et demandé si d'autres questions transversales avaient été examinées. Plusieurs délégations ont apprécié le fait que l'égalité des genres soit traitée comme une question transversale et ont félicité le Département pour sa politique efficace et ses résultats en la matière. En référence à un débat tenu dans le cadre de l'examen d'un autre rapport dont était saisi le Comité, au sujet d'un projet de code de conduite type et de guide d'application pour la prévention du harcèlement sexuel lors de manifestations des Nations Unies élaboré après que des faits présumés de harcèlement sexuel visant des stagiaires lors de conférences des Nations Unies avaient été signalés, une délégation a affirmé qu'ils seraient pertinents qu'à l'avenir, cette question fasse l'objet d'examens ou d'inspections systématiques au titre des évaluations des services de gestion des conférences menées par le BSCI. Une autre délégation a demandé comment et par qui étaient conduites les enquêtes relatives aux faits allégués de harcèlement, d'exploitation et d'atteintes sexuels.

7. Plusieurs délégations ont pris note de la nécessité – mentionnée dans le rapport – d'accroître l'harmonisation des procédures dans l'ensemble du Département sans que des fonds supplémentaires ne soient requis, et une délégation a souligné qu'il importait de renforcer les capacités d'analyse décisionnelle du Département, de sorte que la planification soit facilitée et que les outils numériques soient mieux utilisés, en vue d'améliorer la prestation des services.

8. Se référant au résumé du rapport, dans lequel il est indiqué que le Département a eu des difficultés à trouver des solutions efficaces de gestion des facteurs externes, étant donné qu'il ne peut surmonter les problèmes les plus importants et les plus persistants sans recevoir de directives des États Membres, une délégation a demandé si le Département avait cherché à obtenir de telles orientations dans un cadre opportun, tel que la planification du programme 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences). En référence à l'alinéa a) du paragraphe 46 du rapport, une délégation a demandé quels facteurs externes altéreraient la capacité de planification du Département.

9. Notant que les activités de gestion des conférences menées par les commissions régionales n'étaient pas couvertes par le rapport, une délégation a demandé comment

le Secrétaire général en assurait le contrôle. Par ailleurs, la position du Secrétariat selon laquelle les services de conférence de la Commission économique pour l'Afrique ne relevaient pas du Département a été remise en cause, dans la mesure où le suivi du taux d'utilisation de ces services était assuré par le Comité des conférences. Une délégation a rappelé que le fait que les services de cette commission soient soumis à l'examen du Comité des conférences était dû à une demande de l'Assemblée générale liée à une préoccupation particulière qu'avaient exprimée les États d'Afrique à un certain moment. La délégation a précisé que le faible taux d'utilisation enregistré résultait en fait d'une erreur méthodologique et que la situation s'était nettement améliorée.

10. Une délégation a noté avec satisfaction que le Département consultait les États Membres et leur donnait la possibilité de donner leur vues sur les changements apportés à son fonctionnement, en particulier s'agissant des innovations touchant les travaux des délégations. Soulignant que ces travaux dépendaient de la prévisibilité des activités de l'Organisation, une délégation a proposé que cette pratique soit adoptée par d'autres départements du Secrétariat et qu'à l'avenir, le BSCI en tienne compte dans ses évaluations.

#### **Conclusions et recommandations**

**11. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de faire siennes les recommandations figurant aux paragraphes 51 à 54 du rapport du BSCI sur l'évaluation du Département.**

**12. Le Comité a félicité le Département pour son utilisation des outils informatiques aux fins de l'exécution efficace de son programme de travail dans un contexte d'accroissement de la demande de services de conférence.**